



# Commission Administrative Paritaire Catégorie A Déclaration Liminaire

09 avril 2026

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

*L'actualité internationale nous rappelle chaque jour combien les équilibres économiques peuvent être fragiles. Les tensions géopolitiques, les incertitudes énergétiques et les fluctuations des marchés ont une traduction très concrète pour nos concitoyens : la hausse du coût de la vie. Parmi ces réalités, l'augmentation récente du prix des carburants occupe une place particulière dans le quotidien de nombreux agents publics, même de catégorie A.*

*Au ministère des Armées, cette question n'a rien d'abstrait. Beaucoup d'agents exercent leurs fonctions sur des sites éloignés des centres urbains, insuffisamment desservis par les transports collectifs. Pour eux, le véhicule personnel n'est pas un confort : c'est une contrainte. Quand le carburant augmente, c'est directement le budget des ménages qui en absorbe le coût.*

*Dans ce contexte, l'UNSA Défense porte plusieurs pistes concrètes : un assouplissement du télétravail là où les missions le permettent, une réflexion sérieuse sur l'organisation des mobilités domicile-travail, le développement du covoiturage, disposer enfin de l'accès aux titres-restaurants, et la poursuite de la revalorisation indemnitaire. Ce sont des leviers que le ministère des Armées a les moyens d'actionner.*

*Mais il serait illusoire de parler d'attractivité sans aborder la question salariale. L'attractivité d'un employeur se mesure aussi à la reconnaissance financière qu'il accorde à celles et ceux qui assurent ses missions. Dans plusieurs filières de catégorie A, les difficultés de recrutement et de fidélisation sont désormais une réalité tangible, et la concurrence d'autres administrations ou du secteur privé, notamment pour les profils techniques et sociaux, mais aussi et de plus en plus administratifs, n'est plus un risque théorique.*

*La réflexion engagée par la fonction publique sur le corps des attachés d'administration est bienvenue, et l'UNSA Défense s'en félicite. Mais nous posons la question clairement : le ministère entend-il limiter cet effort à un seul corps, ou a-t-il l'ambition d'un travail comparable pour l'ensemble des corps de catégorie A relevant de son périmètre, notamment dans les filières technique, sociale et paramédicale ?*

*Sur l'évaluation professionnelle enfin, nous interviendrons lors de l'examen des dossiers. Rappelons simplement que l'entretien professionnel doit rester un moment de dialogue utile, permettant de reconnaître l'engagement des agents et d'accompagner leur parcours. L'UNSA Défense vous le répète depuis plusieurs mois, lorsque les pratiques divergent trop fortement d'un employeur à l'autre, c'est la lisibilité du dispositif qui s'en trouve fragilisée, et avec elle, la confiance des agents.*



*Pour L'UNSA Défense le droit au recours est une garantie essentielle pour les agents. Encore faut-il qu'il puisse s'exercer pleinement. Lorsqu'un recours reste sans traitement pendant une période prolongée, ce ne sont pas seulement des délais administratifs qui s'allongent : ce sont des situations humaines qui se tendent, des collectifs de travail qui s'inquiètent et parfois des situations de risques psychosociaux qui apparaissent, alors même que les agents n'ont fait qu'exercer un droit qui leur est reconnu, in fine. Quelle perte de temps !*

*L'UNSA Défense interviendra sur chacun des dossiers inscrits à l'ordre du jour.*

*Nous vous remercions pour votre attention.*